



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Trente-quatrième session

Lille, France

2-6 juin 2025

MANUEL DE PROCÉDURE DU CODEX – PROPOSITION DE MISE À JOUR DU « GUIDE CONCERNANT LA PROCÉDURE D'AMENDEMENT ET DE RÉVISION DES NORMES CODEX ET TEXTES APPARENTÉS » (Document préparé par le secrétariat du Codex)

I. CONTEXTE

1. Le document CX/CP 21/32/5², présenté au Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) à sa trente-deuxième session³ (2021), faisait état des débats en cours concernant les amendements et révisions des textes du Codex. Les priorités définies dans ce document et par les membres au cours des débats portaient sur des définitions plus précises des termes « révision », « amendement » et « correction », la clarification de la séquence des opérations, la transparence des mises à jour et la documentation requise, la numérotation des versions et l'insertion d'un historique de suivi.
2. Sur le fondement des débats et des décisions du CCGP à sa trente-deuxième session, le document CX/CAC 22/45/2⁴ a été préparé pour examen par la Commission du Codex Alimentarius à sa quarante-cinquième session (2022). Il recommandait de modifier les paragraphes concernés de la « Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés » figurant à la section 2.1 du *Manuel de procédure* du Codex, en particulier dans la partie 7, « Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés », et confirmait qu'il n'existait pas de distinction claire entre les termes « amendement » et « révision », que le Codex ne suivait pas systématiquement les règles de la FAO en matière de terminologie utilisée pour désigner les mises à jour des textes du Codex et de pratiques de publication de ces mises à jour, et que le CCGP devait se pencher sur la définition de critères clairs applicables aux futures modifications apportées aux textes du Codex.
3. À la demande de la Commission du Codex Alimentarius à sa quarante-cinquième session⁵, le secrétariat du Codex a préparé le document CX/GP 23/33/5⁶ pour examen par le CCGP à sa trente-troisième session (2023). Ce document proposait de nouvelles définitions des termes « correction », « amendement » et « nouvelle édition » (remplaçant « révision »), des orientations visant à assurer la conformité aux règles de publication de la FAO, de l'OMS et d'autres organismes de normalisation tels que l'ISO, un système de suivi des versions favorisant la transparence, ainsi que des exemples de formats proposés pour identifier de manière cohérente les corrections et les modifications portant sur le fond apportées aux textes du Codex. En outre, ce document formulait de nouvelles propositions de mise à jour de plusieurs paragraphes de la section 2.1, en particulier dans la partie 7.

¹ Cette version Rev1 reflète les corrections apportées aux numéros de paragraphes conformément à la 30^e édition du Manuel de procédure.

² CX/GP 21/32/5, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-32%252FWD%252Fgp32_05f.pdf.

³ REP21/GP, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-32%252FReport%252FFINAL%252FREP21_GPf.pdf.

⁴ CX/CAC 22/45/2, partie 2, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-701-45%252Fcac45_02f.pdf.

⁵ REP22/CAC, paragraphe 44.

⁶ CX/GP 23/33/5, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-33%252Fgp33_05f.pdf.

4. Lors de la trente-troisième session du CCGP⁷, les membres ont examiné et modifié la proposition de mise à jour des paragraphes concernés de la section 2.1 (paragraphe 8, paragraphe 12 et partie 7).
5. À sa trente-troisième session, le CCGP a observé que d'autres paragraphes du *Manuel de procédure* pourraient avoir besoin d'être modifiés à des fins d'harmonisation, est convenu qu'un délai supplémentaire était nécessaire pour examiner de manière approfondie les modifications proposées, a demandé au secrétariat du Codex de préparer une lettre circulaire (CL 2024/25-GP)⁸ afin de recueillir les observations sur les modifications proposées (voir l'annexe III du rapport REP23/GP)⁹ pour examen par le CCGP à sa trente-quatrième session, et est convenu d'informer les autres comités du Codex des travaux en cours visant à modifier certaines parties de la section 2.1.

II. INTRODUCTION

6. Le présent document précise la proposition présentée au CCGP à sa trente-troisième session.
7. Les objectifs de la proposition modifiée sont la clarification, la prise en compte des observations des membres recueillies par le CCGP à sa trente-troisième session et en réponse à la lettre circulaire CL 2024/25-GP^{10,11}, et la mise en conformité de la publication des textes du Codex avec les pratiques de la FAO en la matière.
8. La proposition de mise à jour des paragraphes concernés de la section 2.1 (paragraphe 8, paragraphe 12 et partie 7) demeure fidèle au fond et à l'esprit des modifications précédemment débattues tout en introduisant aussi peu de modifications que possible au *Manuel de procédure*.

III. PROPOSITION DE MISE À JOUR DU « GUIDE CONCERNANT LA PROCÉDURE D'AMENDEMENT ET DE RÉVISION DES NORMES CODEX ET TEXTES APPARENTÉS », ET FONDEMENTS DE CETTE PROPOSITION

9. Les paragraphes suivants donnent une vue d'ensemble des principales questions soulevées par les débats précédents et les observations recueillies, et propose une marche à suivre pour la mise à jour des paragraphes concernés de la section 2.1 (paragraphe 8, paragraphe 12 et partie 7) du *Manuel de procédure*, qui figure à l'annexe 1.

Neutralité du processus

10. Les nouvelles définitions des termes « correction », « amendement » et « révision » visent à bien distinguer le type de modification d'une part et la procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés d'autre part. La procédure étant déterminée par le fond plutôt que par la catégorie de la modification concernée, la proposition de mise à jour a pour objet d'apporter davantage de clarté à cet égard. Par exemple, elle précise qu'une correction peut être apportée par le secrétariat du Codex, qui en informe ensuite la Commission, alors que les amendements et révisions suivent généralement la procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés. Toutefois, la Commission peut décider d'omettre des étapes de la procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés pour les amendements qu'elle considère comme d'ordre rédactionnel ou corollaires à d'autres décisions de la Commission.

Clarification de la terminologie

11. Afin d'assurer une compréhension et une utilisation cohérentes des types de modifications dans l'ensemble des textes du Codex, il est proposé d'établir trois catégories : 1. correction ; 2. amendement ; 3. révision (à distinguer de « nouvelle édition » – voir paragraphe 25). Afin de tenir compte de plusieurs observations formulées en réponse à la lettre circulaire CL 2024/25-GP, réclamant plus de clarté et une simplification des définitions dans la proposition, les définitions des trois types de modifications pouvant être apportées aux normes Codex et textes apparentés ont été mises à jour. Dans la mesure du possible, la formulation reprend les suggestions figurant dans les observations.

⁷ REP23/GP, paragraphes 37 à 69, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-33%252FFinal%252520Report%252520CCGP33%252FREP23_GPf.pdf.

⁸ CL 2024/25-GP, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/es/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FCircular%252520Lettres%252FCL%2525202024-25%252Fcl24_25f.pdf.

⁹ REP23/GP, annexe III, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/fr/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-33%252FFinal%252520Report%252520CCGP33%252FREP23_GPf.pdf#page=35.

¹⁰ CL 2024/25-GP, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/es/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FCircular%252520Lettres%252FCL%2525202024-25%252Fcl24_25f.pdf.

¹¹ Voir annexe II.

12. Le terme « **correction** » désigne toute rectification d'erreurs d'ordre rédactionnel dans une norme Codex ou un texte apparenté, en particulier :
- les fautes d'orthographe ;
 - l'utilisation incorrecte du gras ou de l'italique ;
 - d'autres erreurs de mise en forme du texte ;
 - les transcriptions incorrectes, par exemple d'un nombre ;
 - les notes de bas de page mal numérotées ou mal situées ;
 - les erreurs de traduction.
13. Un rectificatif citant le texte avant et après correction et indiquant la date de la correction doit être inséré dans la norme Codex ou le texte apparenté modifié(e) pour chaque correction apportée, conformément aux pratiques de la FAO en matière de publication (voir paragraphe 18). Dans le cas d'une transcription incorrecte, le rectificatif doit inclure une référence claire à la source de l'information correcte, comme cela a été effectué dans le document [Standard for Named Vegetable Oils](#) (CXS 210-1999) (*Norme pour les huiles végétales portant un nom spécifique*, disponible uniquement en anglais et en espagnol), dans lequel le rectificatif de 2023 (page 2) indique ; « *On 1 February 2023, the value for fatty acid C16:1 for pistachio oil (Table 1, column 4, row 7) was corrected to read ND-2.0 (instead of ND-0.2) to align it with the decision of the Forty-second Session of the Codex Alimentarius Commission in July 2019.* » (« Le 1^{er} février 2023, la valeur de la teneur en acides gras C16:1 pour l'huile de pistache (tableau 1, colonne 4, ligne 7) a été corrigée pour indiquer ND-2.0 (au lieu de ND-0.2) conformément à la décision de la Commission du Codex Alimentarius à sa quarante-deuxième session, en juillet 2019. »)¹². Le rectificatif peut se présenter sous la forme d'une phrase ou d'un tableau.
14. Le terme « **amendement** » peut couvrir différents types de modifications qui ont de façon évidente plus d'importance que les « corrections » telles que décrites ci-avant, mais qui concernent un nombre limité d'articles ou de dispositions d'un texte du Codex. La présente proposition vise à en fournir une liste précise :
- les modifications d'ordre rédactionnel qui ne sont pas des corrections telles que définies au paragraphe 12 ;
 - l'insertion d'une note de bas de page explicative ;
 - la mise à jour de références consécutives à l'adoption, l'amendement ou la révision de normes Codex et d'autres textes d'application générale, y compris les dispositions du *Manuel de procédure* ;
 - l'harmonisation, par souci de cohérence, de dispositions avec celles de normes ou textes apparentés analogues adoptés par la Commission, y compris le remplacement d'un contenu par une référence à un autre texte du Codex (amendement corollaire) ;
 - la mise à jour de méthodes d'analyse et d'échantillonnage ;
 - tout autre ajout, modification ou suppression de texte ou de valeurs numériques dans un article ou un nombre limité d'articles d'une norme Codex ou d'un texte apparenté.
15. Comme il est indiqué au paragraphe 10, c'est le fond plutôt que la catégorie d'une modification qui détermine la procédure mise en œuvre. Les amendements relevant des cinq premières catégories énumérées ci-avant ne nécessiteront normalement pas de document de projet, tandis que les modifications relevant de la dernière catégorie nécessiteront normalement un tel document.
16. Une explication de l'amendement doit être insérée dans la norme Codex ou le texte apparenté modifié(e) conformément aux pratiques en matière de publication, comme cela a été effectué pour l'amendement de 2024 dans le document [Standard for Table Olives](#) (CXS 66-1981) (*Norme pour les olives de table*, disponible uniquement en anglais), avec l'ajout du texte suivant (page 2) : « *Following decisions taken at the Forty-seventh Session of the Codex Alimentarius Commission in December 2024, amendments were made in Section 4. Food additives.* » (« À la suite des décisions prises lors de la quarante-septième session de la Commission du Codex Alimentarius en décembre 2024, des amendements ont été apportés à la section 4, Additifs alimentaires. »)¹³.

¹² *Standard for Named Vegetable Oils* (CXS 210-1999), page 2, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FStandards%252FCXS%2B210-1999%252FCXS_210e.pdf.

¹³ *Standard for Table Olives* (CXS 66-1981), page 2, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FStandards%252FCXS%2B66-1981%252FCXS_066e.pdf.

17. Le terme « **révision** » désigne toute modification du champ d'application d'une norme Codex ou d'un texte apparenté, ou toute autre modification qui n'est pas une correction au sens du paragraphe 12, ni un amendement au sens du paragraphe 14.
18. Une explication de la révision doit être insérée dans la norme Codex ou le texte apparenté modifié(e) conformément aux pratiques en matière de de publication, comme cela a effectué pour la révision de 2024 dans le document [Standard for Olive Oils and Olive-Pomace Oils](#) (CXS 33-1981) (*Norme pour les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive*, disponible uniquement en anglais et en espagnol), avec l'ajout du texte suivant (page 2) : « *Following decisions taken at the Forty-seventh Session of the Codex Alimentarius Commission in December 2024, revisions were made in Sections 3, 7.2, 8 and in Appendix I.* » (« À la suite des décisions prises lors de la quarante-septième session de la Commission du Codex Alimentarius en décembre 2024, des révisions ont été apportées aux sections 3, 7.2 et 8, ainsi qu'à l'annexe I. »)¹⁴.

Publication et harmonisation du suivi des versions successives

19. La Commission du Codex Alimentarius est l'organe exécutif du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (Codex). La publication des documents du Codex est assurée conjointement par la FAO, qui est l'éditeur responsable, et par l'OMS. La FAO étant l'éditeur responsable, toutes les normes Codex et textes apparentés doivent être conformes à ses directives éditoriales. Conformément à la Politique sur l'accès libre de la FAO, tous les documents du Codex doivent être accessibles sur le Portail de connaissances de la FAO.
20. Conformément aux politiques de la FAO en matière de publication, les textes du Codex amendés ou révisés se verront affecter une nouvelle date de droits d'auteur (ce qui ne sera pas le cas pour les textes corrigés). Cela favorisera la transparence, car les dates d'adoption et de publication de chaque version amendée ou révisée d'un texte seront répertoriées sur la page relative aux droits d'auteur. Ainsi, chaque nouvelle version publiée d'un texte comportera l'historique de ce texte jusqu'à cette nouvelle version. Les dates des amendements et révisions passés seront également indiquées sur la page relative aux droits d'auteur.
21. La taxonomie des publications de la FAO, établie en juillet 2024, classe les textes du Codex comme documents normatifs. Les documents normatifs sont des textes négociés qui bénéficient d'un processus de publication accéléré. Cela signifie que les textes du Codex ne sont pas soumis à un délai d'attente pour l'examen du contrôle de la qualité. Ce processus offre également au Codex un certain degré d'autonomie en matière de gestion des versions, avec notamment la possibilité de corriger, d'amender ou de réviser un texte un nombre illimité de fois.
22. La publication sur le Portail de connaissances de la FAO présente notamment les avantages suivants :
 - l'harmonisation de la gestion des versions et un suivi amélioré ;
 - le récapitulatif de toutes les modifications de chaque texte du Codex sur la « page d'aperçu » (notice du Portail de connaissances de la FAO), sur laquelle toutes les modifications (corrections, amendements et révisions) peuvent être enregistrées et tenues à jour ;
 - des options de métadonnées enrichies, facilitant la recherche en ligne de textes ;
 - une URL d'accès unique pour chaque norme indépendamment du nombre de modifications qui lui ont été apportées ;
 - l'accès à différents indicateurs tels que le nombre d'accès à un texte et de téléchargements.

Retour à l'emploi du terme « révision » (au lieu de « nouvelle édition » précédemment proposé)

23. En 2023, il a été proposé d'utiliser le terme « nouvelle édition » pour désigner les modifications ayant une incidence sur un texte dans sa totalité. Toutefois, dans le système de publication de la FAO, une nouvelle édition nécessite la création d'une nouvelle notice qui modifie le lien vers le texte dans les archives (Portail), l'objectif étant que les éditions successives soient accessibles simultanément, et que la version la plus récente ne remplace pas la précédente.
24. Les débats du CCGP à sa trente-troisième session ont fait apparaître que la publication de nouvelles éditions de textes du Codex n'était pas une solution optimale, car deux versions d'une norme ne pouvaient pas être accessibles simultanément, et que des normes publiées à des endroits différents (nécessitant des liens mis à jour sur le Portail de connaissances de la FAO) entraîneraient des confusions entre versions.

¹⁴ Standard for Olive Oils and Olive-Pomace Oils (CXS 33-1981), page 2, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FStandards%252FCXS%2B33-1981%252FCXS_033e.pdf.

25. Dans le contexte de la mise à jour des pratiques de la FAO en matière de publication, et à la suite de discussions ultérieures avec la Sous-division des publications de la FAO, la proposition actuelle reprend le mot « révision » en ce qui concerne les textes du Codex. De la sorte, ces publications ne se verront pas appliquer les mêmes paramètres que les nouvelles éditions, les besoins spécifiques des textes du Codex en matière de publication seront pris en compte, et le problème de l'attribution rétroactive du statut de première édition aux textes, qui constituait un aspect complexe de la proposition soumise au CCGP à sa trente-troisième session, est éliminé.

Mise en œuvre pratique de la transparence des versions

26. Actuellement, une simple mention dans chaque norme amendée ou révisée indique la date et résume l'amendement, ou les amendements, ou la description de la révision. Cette mention sera déplacée vers la page relative aux droits d'auteur lorsque les textes seront publiés sur le Portail des connaissances de la FAO. Cette approche favorise la transparence pour les utilisateurs et préserve la fidélité à l'historique de publication de chaque norme.

Harmonisation dans l'ensemble du Manuel de procédure

27. Un examen des mots-clés connexes, tels que « correction », « amender » et « amendement », et « réviser » et « révision », a permis de déterminer que l'utilisation de ces termes communs dans d'autres contextes du *Manuel de procédure* n'entrerait pas en conflit avec les usages proposés dans le présent document. Dans quelques cas, s'agissant de la modification de textes existants du Codex, il pourrait être nécessaire de remplacer, par exemple, le mot « révision » par « amendement ou révision », pour plus de clarté.
28. Le CCGP à sa trente-troisième session a débattu de l'utilisation du mot « modification » (ou « modifier ») comme terme générique ayant le sens de « correction, amendement ou révision ». Toutefois, à la lumière des observations formulées en réponse à la lettre circulaire CL 2024/25-GP, il est apparu que l'utilisation d'une terminologie plus spécifique, même si elle alourdit le texte, apporte plus de clarté. En outre, il est rare que les notions de correction, d'amendement et de révision puissent être mentionnées ensemble de manière générique, car leurs utilisations diffèrent. Cela se reflète dans les propositions relatives à la section 2.1.

Fidélité au texte original du Manuel de procédure

29. La proposition de mise à jour des paragraphes de la section 2.1, présentée à l'annexe I, a été ajustée pour tenir compte des débats du CCGP à sa trente-troisième session et des observations recueillies. Dans la mesure du possible, le texte original a été conservé afin d'assurer la fidélité à l'intention, à la structure et à la terminologie du *Manuel de procédure* existant.

IV. RÉSUMÉ DE LA PROPOSITION DE MISE À JOUR ET DOCUMENTS CONNEXES

30. La nouvelle proposition s'efforce de répondre aux objectifs suivants :
- tenir compte des observations des membres recueillies en réponse à la lettre circulaire CL 2024/25-GP¹⁵ ;
 - conserver le texte d'origine inchangé autant que possible ;
 - clarifier la différence entre « correction », « amendement » et « révision », et affiner la définition de ces termes ;
 - revenir à l'emploi du terme « révision » au lieu de « nouvelle édition » ;
 - préciser comment fonctionnent les procédures de publication de la FAO et quels en sont les avantages.
31. L'annexe I présente la proposition de mise à jour des paragraphes de la section 2.1 (« Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés ») de la 30^e édition du *Manuel de procédure* sur le fondement des modifications proposées ci-avant. Les mises à jour sont signalées en mode de suivi des modifications.
32. L'annexe II répertorie les observations formulées par les membres et les observateurs en réponse à la lettre circulaire CL 2024/25-GP.

V. RECOMMANDATIONS

33. Le CCGP est invité, à sa trente-quatrième session, à examiner la proposition de mise à jour des paragraphes de la section 2.1, telle qu'elle est présentée à l'annexe I.

¹⁵ Le secrétariat du Codex a pris note des observations portant sur des contenus sortant du cadre du présent document, telles que les propositions de révision de paragraphes supplémentaires, mais ne les a pas prises en compte directement.

Annexe I

Proposition de mise à jour de la section 2.1, « Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés », du Manuel de procédure du Codex

La proposition de mise à jour du paragraphe 8, du paragraphe 12 et de la partie 7 de la section 2.1, ci-après, a été élaborée à partir de la 30^e édition du *Manuel de procédure* du Codex. Le texte en gras correspond à des propositions d'ajout (et, pour plus de clarté, les mises en gras figurant dans la version publiée du *Manuel de procédure* n'ont pas été reproduites). Le texte barré correspond à des propositions de suppression. Ces modifications sont proposées sur le fondement des discussions du CCGP à sa trente-troisième session¹⁶ et des observations recueillies ultérieurement.

2.1 Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés

Introduction

8. Il appartient à la Commission elle-même d'entreprendre **l'amendement et** la révision ~~éventuelle~~ **éventuels** des « normes Codex ». La Procédure **d'amendement ou** de révision devrait être la même, *mutatis mutandis*, que celle fixée pour l'élaboration des normes Codex ; toutefois, la Commission peut décider d'omettre ~~une quelconque~~ des étapes de la Procédure quand, à son avis, l'amendement proposé par ~~un comité du~~ **l'organe subsidiaire intéressé du Codex, ou par le secrétariat du Codex ou un membre de la Commission si l'organe subsidiaire intéressé a été supprimé, dissous ou ajourné sine die**, est de caractère rédactionnel, ou lorsqu'il s'agit d'un amendement portant sur le fond mais corollaire à des dispositions figurant dans des normes analogues adoptées par la Commission à l'étape 8, **comme cela est précisé dans la partie 7, « Guide concernant la procédure de correction, d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés ».**

Partie 2. Examen critique

Propositions visant à entamer de nouvelles activités ou à **amender ou** réviser une norme

12. Avant d'être approuvée pour élaboration, chaque norme ~~ou~~ **et chaque amendement ou** révision **(selon le cas ; voir la Partie 7)** de norme sera accompagné(e) d'un document de projet, préparé par le comité ou par le membre proposant d'entreprendre de nouveaux travaux ou **l'amendement ou** la révision de la norme, détaillant : [...] [aucune proposition de modification concernant le contenu du document de projet]

Partie 7. Guide concernant la procédure **de correction**, d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés

24. La procédure à suivre pour amender ou réviser une norme Codex est décrite au paragraphe 8 de l'introduction de la section 2.1 : Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés. Le présent Guide fournit des lignes directrices plus détaillées dans le cadre de la Procédure actuelle pour l'amendement et la révision des normes Codex et textes apparentés.

~~25. Une fois que la Commission a décidé d'amender ou de réviser une norme, la version non révisée de la norme Codex reste en vigueur jusqu'à l'adoption par la Commission de l'amendement à la norme ou de la norme révisée.¹⁷~~

25. Aux fins du présent Guide, on entend par correction d'une norme Codex ou d'un texte apparenté, toute rectification d'ordre rédactionnel portant en particulier sur les fautes d'orthographe, l'utilisation incorrecte du gras ou de l'italique, d'autres erreurs de mise en forme du texte, des transcriptions incorrectes, des notes de bas de page mal numérotées ou mal situées ou des erreurs de traduction. Un rectificatif doit être inséré dans la norme pour chacune des corrections apportées.

26. Aux fins du présent Guide, on entend par amendement d'une norme Codex ou d'un texte apparenté ; tout ajout, modification ou suppression de texte ou de valeurs numériques dans une norme Codex ou un texte apparenté ; il peut être d'ordre rédactionnel ou porter sur le fond, et concerne un article du texte Codex ou un nombre limité d'entre eux. Les amendements d'ordre rédactionnel, en particulier, peuvent inclure, sans s'y limiter : a) la correction d'une erreur ;

¹⁶ REP23/GP, annexe III, https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-716-33%252FFinal%252520Report%252520CCGP33%252FFREP23_GPf.pdf.

¹⁷ Voir au paragraphe 30 le nouvel emplacement proposé et le contenu mis à jour de ce paragraphe.

- **les modifications d'ordre rédactionnel qui ne sont pas des corrections telles que définies au paragraphe 25 ;**
- ~~b) l'insertion d'une note de bas de page explicative ; et c)~~
- la mise à jour de références consécutives à l'adoption, l'amendement ou la révision de normes Codex et d'autres textes d'application générale y compris les dispositions du *Manuel de procédure* ;
- **l'harmonisation, par souci de cohérence, de dispositions avec celles de normes ou textes apparentés analogues adoptés par la Commission, y compris le remplacement d'un contenu par une référence à un autre texte du Codex (amendement corollaire) ;**
- la mise à jour de méthodes d'analyse et d'échantillonnage ; et/ou
- **tout autre ajout, modification ou suppression de texte ou de valeurs numériques dans un nombre limité d'articles.**

Une explication de l'amendement doit être insérée dans la norme.

~~27. La mise au point ou la mise à jour de méthodes d'analyse et d'échantillonnage ainsi que l'harmonisation, par souci de cohérence, de dispositions avec celles de normes ou textes apparentés analogues adoptés par la Commission peuvent être effectuées par cette dernière de la même manière que les amendements d'ordre rédactionnel, en ce qui concerne la procédure décrite dans le présent Guide.¹⁸~~

27. Aux fins du présent Guide, On entend par rRévision, toute modification apportée à d'une norme Codex ou d'un texte apparenté, toute modification du champ d'application du document ou toute autre modification autre que celles visées par la définition de la « correction » donnée au paragraphe 25 ou par la définition de l'« amendement » donnée au paragraphe 26 figurant ci-dessus. Une explication de la révision doit être insérée dans la norme.

28. Il appartient en dernier ressort à la Commission de déterminer si une proposition constitue un amendement ou une révision, et si dans le cas d'un amendement, quelle procédure doit lui être appliquée. ~~proposé présente un caractère rédactionnel ou porte sur le fond. Les corrections, telles que décrites au paragraphe 25, relèvent de la responsabilité du secrétariat du Codex.~~

29. Si la Commission a décidé de procéder à un amendement ou à une révision d'une norme Codex, la version non amendée ou non révisée de cette norme reste applicable jusqu'à ce que la Commission adopte l'amendement ou la norme révisée.

30. Les propositions tendant à amender ou à réviser des une normes Codex et textes apparentés seront soumises à la Commission par l'organe subsidiaire intéressé., par le secrétariat, ou par un membre de la Commission lorsque Si l'organe subsidiaire intéressé n'existe plus ou a été supprimé, dissous ou ajourné sine die, les propositions d'amendement ou de révision seront soumises à la Commission par le secrétariat du Codex ou par un membre de la Commission. Dans ce dernier cas, les propositions devront être reçues par le secrétariat suffisamment de temps (au moins trois mois) avant la session de la Commission durant laquelle elles doivent être examinées. La proposition sera accompagnée par un document de projet (voir la Partie 2 de la Procédure d'élaboration) à moins que le Comité exécutif **formule une autre recommandation et/ou que** la Commission en décide autrement. ~~Cependant, si l'amendement proposé est d'ordre rédactionnel, la préparation d'un document de projet ne sera pas exigée.~~

31. Compte tenu des résultats de l'examen critique mené par le Comité exécutif, la Commission se prononce sur la nécessité d'amender ou de réviser la norme en question. Si la Commission prend une décision dans ce sens, l'une des options suivantes sera choisie :

- Dans le cas d'un amendement d'ordre rédactionnel, la Commission sera habilitée à adopter l'amendement à l'étape 8 de la Procédure uniforme (voir la Partie 3 de la Procédure d'élaboration).**
- Dans le cas d'un amendement proposé et accepté par un organe subsidiaire, un comité du Codex, la Commission sera aussi habilitée à adopter ledit amendement à l'étape 58 de la Procédure uniforme (voir la Partie 3 de la Procédure d'élaboration).**
- Dans les autres cas, la Commission approuvera la proposition en tant que nouveau travail et le nouveau travail approuvé est transmis à l'organe subsidiaire compétent, à supposer que cet organe soit toujours en activité. S'il ne l'est plus, la Commission décidera de la meilleure manière de prendre en charge ce nouveau travail.**

¹⁸ Le contenu de ce paragraphe a été inclus dans d'autres paragraphes de la partie 7.

32. Lorsque des organes subsidiaires du Codex ont été supprimés, ~~ou dissous ou que des comités du Codex ont été ajournés sine die~~, le secrétariat **du Codex** passe régulièrement en revue toutes les normes Codex et textes apparentés élaborés par ces organes, afin de déterminer la nécessité ~~d'éventuels~~ **de leur apporter des corrections ou** amendements, en particulier ~~ceux découlant à la suite~~ des décisions prises par la Commission.

- **Si la nécessité de corrections est reconnue, le secrétariat du Codex doit effectuer ces corrections.**
- Si la nécessité d'amendements d'ordre rédactionnel **ou d'amendements corollaires** est reconnue, le secrétariat **du Codex** doit alors préparer des projets d'amendements pour examen et adoption par la Commission.
- Si la nécessité d'**autres** amendements ~~portant sur le fond~~ est reconnue, le secrétariat **du Codex**, en coopération avec le secrétariat ~~hôte national~~ du comité ajourné, le cas échéant, doit préparer un document de travail exposant les raisons pour lesquelles ils sont proposés et contenant le texte de ces amendements, en tant que de besoin, et demander aux membres de la Commission de faire connaître leurs vues sur : a) la nécessité de procéder à un tel amendement et b) le projet d'amendement lui-même.
 - Si les réponses des membres de la Commission sont affirmatives dans leur majorité aussi bien sur la nécessité d'amender la norme que sur l'acceptabilité du texte proposé ou d'une seconde version au choix, la proposition devrait être soumise à la Commission pour examen et adoption. -
 - Si les réponses ne semblent pas concorder, la Commission devrait en être informée et il lui appartiendra de déterminer la marche à suivre.

Annexe II

En langue originale uniquement

COMMENTS IN REPLY TO CL 2024/25-GP

Comments by Chile, Colombia, Costa Rica, Ecuador, Egypt, European Union, Indonesia, Iran, Japan, Malaysia, New Zealand, Peru, Senegal, Thailand, Saudi Arabia, Uganda, United Arab Emirates, United States of America, Uruguay, Zambia and ICUMSA

GENERAL COMMENTS

COMMENT	MEMBER / OBSERVER
Chile Agradece la invitacion a participar en este trabajo. Chile no tiene comentarios adicionales.	Chile
Se considera útil que la Secretaría del Codex anuncie con antelación cuándo determina que es necesario una corrección a una norma, para que los miembros tengan acceso temprano a la corrección y al corrigendum, permitiéndoles indicar en sus comentarios si consideran que la propuesta eventualmente podría entenderse como una enmienda o como una nueva edición; esta comunicación debería ocurrir antes de la adopción de la norma por parte de la Secretaría para dar a los miembros la oportunidad de expresar sus opiniones adecuadamente.	Colombia
Costa Rica considera que la propuesta de redacción del Manual de Procedimiento en su versión 28 correspondiente a la Sección 2 sobre Elaboración de normas del Codex y textos afines, es más clara, dado que se estructura mejor y su contenido es más comprensible para un lector que no esté familiarizado con el tema.	Costa Rica
Al respecto, el país se permite indicar que después de la revisión de los artículos 24 al 32 del Manual de Procedimiento del Codex 28. ^a , los textos descritos son bastante claros y adecuados para esta parte del documento y, por tanto, no considera que otros fragmentos del texto de la Parte 7 deban revisarse y/o simplificarse.	Ecuador
Egypt appreciates the work which done in the revision of PM especially section 2 (Elaboration of Codex standards and related texts , part 7)	Egypt
The Member States of the European Union (MSEU) support the new approach suggested by the Codex Secretariat to improve the way Codex standards are revised. The MSEU notably welcome the work done and considers that Section 2 Elaboration of Codex standards and related texts, Part 7 on Procedures for the elaboration of Codex standards and related texts does indeed need further updating. The MSEU would like to propose changes in the Annex below and in addition would like to raise the following observations:	European Union

Malaysia appreciates CCGP work on this and supports the important updates particularly on the hierarchy and clarity of modification type - correction, amendment and new edition. Our comments are as reflected in specific parts below. It would be helpful for Members and Observers guidance if the Codex Secretariat can produce an illustration or summary of the type of modifications and the possible step process e.g. in table form to facilitate understanding	Malaysia
The proposals put forward in the document are sound and supported for potential application as they capture the intended spirit	Uganda
The United States appreciates the efforts of the Codex Secretariat in this initiative and welcomes the opportunity for further review, consideration and consultation before making any final decisions or recommending adoption by the Codex Alimentarius Commission. It is important that the procedures be clear and not result in delays or disruptions in the work. In addition to each Member Country reviewing the text, the United States believes that each committee should also review the proposals in light of its current ways of working. The United States has provided comments below to each bullet point but would like to seek clarification on a concern regarding adjourned committees. Specifically, the proposed changes could affect a precedent that the Codex Committee on Food Additives (CCFA) has been following pertaining to the addition of food additives (or revision of maximum use levels) in commodity standards that were generated by a committee that is now <i>sine die</i>. An example would be commodity standards that were put together by the Codex Committee on Milk and Milk Products (CCMMP), which is a committee that is now <i>sine die</i>. Many of the corresponding commodity standards have been aligned with the General Standard for Food Additives (GSFA), and thus now contain a general reference to the GSFA (rather than specific list of additives). In cases where a new additive that was not included in the original commodity standard is proposed to be added to the GSFA in a food category that would include the commodity standard, CCFA has taken the position (with support from the Codex Secretariat) that CCFA has the authority to permit the use of the new additive in commodity standards for which the originating committee is <i>sine die</i>. For cases where there is still an active commodity committee, we always make a request of the commodity committee before making a change. Would the proposed changes call in to question the practice that CCFA has been following pertaining to the new use of additives in commodity standards for which the originating commodity committee is <i>sine die</i>?	USA
Document seems appropriate.	ICUMSA
The appropriateness and clarity of the revisions	
Con respecto a la idoneidad, también considera que la propuesta actual contiene ajustes de forma que lo ameritan. No obstante, en la Parte 2 del Examen crítico correspondiente a: “Seguimiento de los avances realizados en la elaboración de normas”, Costa Rica ve con preocupación la modificación que se presenta en la nueva versión del Manual de Procedimiento, párrafo 18 como se indica a continuación: 1. El Manual de Procedimiento versión 27, párrafo 7 indica: “El proceso de examen crítico debe garantizar también que la	Costa Rica

elaboración de las normas progresa con arreglo al calendario previsto y que los proyectos de normas presentados a la Comisión para su adopción se han examinado como es debido en el Comité y son satisfactorios tanto en el plano técnico como en el jurídico.”. 2. El Manual de Procedimiento versión 28, párrafo 18 indica: “El proceso de examen crítico deberá garantizar también que la elaboración de las normas progresa con arreglo al calendario previsto y que los proyectos de normas presentados a la Comisión para su adopción se han examinado debidamente en el Comité”. Como se observa, se ha eliminado la frase “y son satisfactorios tanto en el plano técnico como en el jurídico”. Por lo expuesto; Costa Rica propone mantener la redacción del párrafo en su versión original. Justificación: Costa Rica considera que no existe un acuerdo previo para modificar este párrafo, ni forma parte del debate y conclusiones del CCGP33. Aunado a lo anterior, Costa Rica considera que los textos que se desarrollan en el Codex se respaldan en procedimientos que pueden tener implicaciones legales significativas en el comercio internacional de alimentos y en la armonización de regulaciones de sus países miembros, por ello, el mantener los términos "técnico" y "jurídico" puede brindar más claridad, cumplimiento y coherencia en el proceso.	
Indonesia is of the view that the definitions of “correction,” “amendment,” and “new edition” in the proposed draft of the Guide to the Procedure of Modification are very clear and well-defined and will facilitate implementation at both the committee and commission levels when deciding on changes to a Codex text. However, Indonesia has concerns regarding the use of the term “new edition,” as it implies changes to the entire section of the Codex PM, whereas the term “revision” has been used until now.	Indonesia
We believe that the revisions are appropriate and relevant to the objectives of this work, which is to clarify the types of modifications that can be made to Codex texts, the process for making those modifications, and to improve the traceability of those modifications. As discussed at CCGP33, some paragraphs remain unclear and should be further clarified.	Japan
The revisions are generally clear, and appropriate given the discussions had at CCGP33 including those on the hierarchy of modification types proposed for publications.	New Zealand
United Arab Emirates deems the revisions made by CCGP33 clear and appropriate	United Arab Emirates
The United States believes the proposed revisions to the text generally provide the necessary clarity under the new FAO publishing guidelines that Codex Texts are now required to follow. The United States highlighted a concern regarding adjourned committees in our General Comments in reply to this Circular Letter.	USA
Whether there are any other parts of the text of Part 7 that would benefit from revision for clarity	
Costa Rica considera que el texto actual de la parte 7, es claro y no requiere revisión ni simplificación.	Costa Rica

We have no particular concerns at this time.	Japan
See suggestions below	New Zealand
CONSIDERAMOS QUE DEBERÍA DECIR: Párrafo 25. A efectos de la presente Guía: Corrección: Hace referencia a errores de forma, tales como faltas de ortografía, negritas o cursivas incorrectas, otro formato incorrecto del texto, una transcripción incorrecta, una nota a pie de página incorrectamente numerada o situada, o errores en la traducción, errores o ambigüedades introducidos inadvertidamente. Todas las correcciones deben ir acompañadas de un corrigendum en el que se detallan los cambios realizados. Las correcciones no son para actualizar información que se ha convertido en desactualizada desde su publicación, en ese caso correspondería a enmienda. Enmienda: Cualquier modificación que no afecte al alcance ni a la aplicación. En particular, las enmiendas abordan: • errores técnicos (se sugiere retirarlo porque sería una corrección) Todas las enmiendas deben ir acompañadas de una explicación sobre los cambios introducidos en el texto, la cual se incluirá en la norma. No se publicarán más de dos enmiendas modificando el texto Codex vigente. La elaboración de una tercera enmienda deberá originar una nueva edición del texto Codex. Párrafo 26. Corresponde a la Comisión, en última instancia, determinar si una modificación propuesta, por el órgano auxiliar interesado o miembro de la Comisión (en caso no exista el órgano auxiliar), constituye una enmienda o una nueva edición. Las correcciones, tal como se describen en el párrafo 25, serán responsabilidad de la Secretaría del Codex. Párrafo 29. La Comisión, teniendo en cuenta los resultados del examen crítico efectuado por el Comité Ejecutivo, decidirá si es o no necesaria la propuesta de enmienda o nueva edición de una norma. Si la Comisión decide en sentido afirmativo, se podrá adoptar una de las siguientes medidas: a) Cuando se trate de una enmienda o nueva edición, aceptada por un órgano auxiliar y propuesta a la Comisión, la Comisión podrá también discrecionalmente adoptar la modificación en el trámite 8 del procedimiento uniforme (véase la Parte 3 del procedimiento de elaboración).	Peru
There are no other parts that need revisions.	United Arab Emirates
The United States has not identified other parts of the text of Part 7 that require further revision for clarity beyond what is highlighted in the General Comments.	USA
Whether Part 7 could be further simplified	
Indonesia considers the current text to be adequately clear, and any further simplification could lead to potential misinterpretations during implementation.	Indonesia
As a result of the discussions at CCGP33, Part 7 was improved to be easier to understand throughout and to meet the objectives of the work. We believe that further simplification should be kept to a minimum necessary for clarity.	Japan

Fine as is	New Zealand
Due to the importance of this part 7, United Arab Emirates suggests that the 7 paragraphs are enough and should not be simplified more to avoid any understanding alteration	United Arab Emirates
The United States believes that Part 7 needs to be explicitly clear in the distinctions regarding modifications, revisions, new editions, etc. and for this reason the text does not need to be simplified further.	USA
Section 2 Elaboration of Codex standards and related texts, Introduction, paragraph 8	
Como país no se tiene observaciones al párrafo 8; consideramos que la Comisión del Codex tiene la potestad de tomar las mejores decisiones apegadas al Manual de Procedimiento del Codex; sin embargo, de existir modificaciones al párrafo de la referencia se apoyará la decisión mayoritaria.	Ecuador
We think the second sentence in Paragraph 8 is too long and a little confusing. Refer our suggestions to address below:	New Zealand
CONSIDERAMOS QUE DEBERÍA DECIR: Introducción Párrafo 8. Quedará a discreción de la Comisión decidir si debe tenerse en estudio la modificación de las normas del Codex. El procedimiento para una modificación será, mutatis mutandis, el establecido para la elaboración de las normas del Codex. La Comisión podrá decidir la omisión de los trámites del procedimiento cuando, a su juicio, una modificación propuesta por el órgano auxiliar interesado o por la Secretaría del Codex o por un miembro de la Comisión (solamente en el caso que el órgano auxiliar correspondiente ya no esté en funciones o haya sido aplazado sine die); se ajuste a la orientación pertinente expuesta en la Guía sobre el procedimiento de corrección, enmienda y nuevas ediciones de las normas y textos afines del Codex (Parte 7).	Peru
Ajouter "amendement" Il appartient à la Commission elle-même d'entreprendre la révision ou l'amendement éventuel... Justification : Le paragraphe traite à la fois des procédures de révision et d'amendement. Il faudra prévoir un nouveau paragraphe sur les procédures d'amendement.	Senegal
The updated version of paragraph 8 is satisfying	United Arab Emirates
The United States agrees with the changes to paragraph 8 that indicate that "modification" will now be the term used when Codex standards undergo what was previously referred to as a "revision."	USA
Section 2 Elaboration of Codex standards and related texts, Part 2. Critical Review, paragraph 12	
El país considera que el párrafo 12 se encuentra bien estructurado, por tanto, no se tiene observaciones; sin embargo, de existir modificaciones al párrafo de la referencia se apoyará la decisión mayoritaria	Ecuador

No	New Zealand
CONSIDERAMOS QUE DEBERÍA DECIR: Parte 2. Examen crítico Propuestas de emprender nuevos trabajos o de modificar una norma Párrafo 12. Antes de ser aprobada para su elaboración, cada propuesta de nuevo trabajo o modificación (véase la Parte 7) de una norma es objeto de un documento de proyecto preparado por el Comité o por el miembro que propone emprender nuevos trabajos o la modificación de una norma, especificando:	Peru
The updated version of paragraph 12 is satisfying	United Arab Emirates
The United States agrees with the changes to paragraph 12 that indicate that “modification” will now be the term used when Codex standards undergo what was previously referred to as a “revision.”	USA
Are there other texts of the PM that would need to be updated in light of the proposed updates to Section 2?	
Al respecto, el país considera que no hay otras partes del texto del Manual de procedimiento que requieran ser actualizadas; sin embargo, de existir modificaciones se apoyará la decisión mayoritaria.	Ecuador
Consequential amendments of the other texts of the PM would be necessary in order to align current terminology in the 28th edition (amendments/revisions) with the new one (corrections/amendments/new editions) when adopted. In particular, it is regularly referred to “revision” as a generic term in the PM, which should be updated as “modification” where appropriate, notably in the following paragraphs (not exhaustive): • Section 2, paragraph 10: "Taking into account Section 2: Criteria for the establishment of work priorities, the strategic plan shall state broad priorities against which individual proposals for standards (and MODIFICATION of standards) can be evaluated during the critical review process. • Section 2, paragraph 13: The decision to undertake new work or to MODIFY standards shall be taken by the Commission taking into account a critical review conducted by the Executive Committee. • Section 2, paragraph 14: The critical review includes: a) examination of proposals for development/MODIFICATION of standards [...] • Section 2, paragraph 15: The decision to undertake new work or MODIFICATION of individual maximum residue limits for pesticides or veterinary drugs, or the maintenance of the General Standard for Food Additives (CXS 192-1995) [...] • ... • Section 3, paragraph 8(f): the review and, as necessary, MODIFICATION of existing standards and related texts • Section 3, paragraph 39(b): for consistency, an additional bullet point (v.) should be considered reflecting the need for the description of amendments and justification for new editions, according to the new publishing rules, that correction must be listed in a corrigendum. • ...	European Union

The MSEU would welcome the preparation of an exhaustive list of all consequential modifications that would be necessary following the implementation of the new terminology.	
After the proposed updates are completed, it might be necessary to review if the terminology related to modifications used in other texts of the PM should be updated or not. However, as it is expected that a lot of workloads are required, careful consideration should be given to whether the work is really necessary.	Japan
Term 'amendment/revision' should be replaced with 'modification' accordingly throughout the Procedural Manual e.g. Rule VIII, Para 3.	Malaysia
Section 1 – Basic texts and definitions – should it include the modification types?	New Zealand
In general, Thailand does not object to the use of the term "modification" or the proposed definitions for "correction," "amendment," and "new edition." We particularly commend the clarification regarding responsibility for working within these procedures as it will greatly enhance effective implementation. However, we would like to draw attention to two observations. Firstly, the current text does not explicitly address the Codex Committee Working by Correspondence. Lastly, the explanation for "new edition" in paragraph 25 appears to focus solely on subsequent editions. This leaves the concept of "first edition" unclear. So, we would like to suggest clarifying the procedures for handling "first edition", particularly in the context of proposing new work to address this ambiguity.	Thailand
Since there are no other parts that are directly related to section, so United Arab Emirates has no more proposed updates to any other sections.	United Arab Emirates
No, no es necesario modificar ninguna otra parte del texto del Manual de Procedimiento.	Uruguay

SPECIFIC COMMENTS

Procedures for the elaboration of Codex standards and related texts	
Párrafo 8. Quedará a discreción de la Comisión decidir si debe tenerse en estudio la modificación de las normas del Codex. El procedimiento para una modificación será, <i>mutatis mutandis</i>, el establecido para la elaboración de las normas del Codex. La Comisión podrá decidir la omisión de <u>alguno de los trámites</u> del procedimiento cuando, a su juicio, una modificación propuesta por el órgano auxiliar interesado o por la Secretaría del Codex o por un miembro de la Comisión cuando el órgano auxiliar interesado ya no esté en funciones o haya sido aplazado <i>sine die</i>, se ajuste a la orientación pertinente expuesta en la Guía sobre el procedimiento de corrección <u>modificación (corrección, enmienda y nuevas ediciones ediciones)</u> de las normas y textos afines del Codex (Parte 7). Se agrega la palabra "modificación" en el título de la Guía para ser coherentes con el título que figura en la parte 7 y porque es la palabra más general que se ha acordado emplear para describir todos los tipos de cambios que pueden sufrir las normas del Codex	Uruguay
Paragraph 8. It is suggested that the phrase "mutatis mutandis" be replaced with simpler phrase or word to enhance clarity. Additionally, the conditions under which steps may be omitted could benefit from more precise language to avoid ambiguity.	Iran
Paragraph 8. Malaysia can agree on the proposed amendment as Part 7 will be referred to guide Commission on the decision. We note that the whole change would positively enable faster adoption of modification to Codex text. Similarly, Codex members and observers should be mindful of the change and Codex should adhere to its core values of inclusiveness and transparency.	Malaysia
Paragraph 8. It will be for the Commission itself to keep under review the modification of Codex standards. The procedure for modification should, <i>mutatis mutandis</i>, be that laid down for the elaboration of Codex standards. The Commission may decide to omit steps of that procedure where, in its opinion, a modification proposed by <u>1. the subsidiary body concerned, or 2. the Codex Secretariat or 3. a Member of the Commission where the subsidiary body concerned is not in existence or has been adjourned <i>sine die</i>.</u> This is stipulated, is in line with relevant guidance outlined in Part 7 - Guide to the procedure for the correction, amendment and new editions of Codex standards and related texts <u>Guide to the procedure for the correction, amendment and new editions of Codex standards and related texts</u>.	New Zealand
Paragraph 8. It will be for the Commission itself to keep under review the modification of Codex standards <u>standards or related texts</u>. The procedure for modification should, <i>mutatis mutandis</i>, be that laid down for the elaboration of Codex standards. The Commission may decide to omit steps of that procedure where, in its opinion, a modification proposed by the subsidiary body concerned, or the Codex Secretariat or <u>a Member of the Commission where the subsidiary body concerned is not in existence</u> abolished or has been adjourned <i>sine die</i>, is in line with relevant guidance outlined in Part 7 - Guide to the procedure for the correction <u>modification (corrections, amendment amendments and new editions editions)</u> of Codex standards and related texts. It is proposed to replace the terms "not in existence" by "abolished" for consistency with the terms used in Section 5 of the PM (also in paragraph 29 below).	European Union
Paragraphe 8. Il appartient à la Commission elle-même d'entreprendre la modification éventuelle des «normes Codex». La Procédure de modification devrait être la même, Paragraph 8. It is for the Commission itself to undertake any amendment of "Codex standards". The Procedure for amendment should be the same, <i>mutatis mutandis</i> mutatis mutandis, que celle fixée pour l'élaboration des normes Codex. La Commission peut décider d'omettre des étapes de la Procédure quand, à son avis, la modification proposée par l'organe	Zambia

subsidaire concerné, ou par le secrétariat du Codex ou un membre de la Commission lorsque l'organe subsidiaire n'existe pas ou a été ajourné, as that established for the elaboration of Codex standards. The Commission may decide to omit steps in the Procedure when, in its opinion, the amendment proposed by the subsidiary body concerned, or by the Codex Secretariat or a member of the Commission where the subsidiary body does not exist or has been adjourned <i>sine die</i> sine die, est conforme aux orientations pertinentes définies dans la partie 7 – Guide concernant la procédure en matière de corrections, d'amendements et de nouvelles éditions des normes Codex et textes apparentés., is in accordance with the relevant guidance set out in Part 7 - Guide to Procedures for Corrections, Amendments and New Editions of Codex Standards and Related Texts. Zambia would like to thank Codex Secretariat for the work that is being done on the Procedure manual. Zambia hence supports this work on procedure for development of Codex standards and related texts as it will guide the standard development process.	
Párrafo 12. a) el objeto y el ámbito de aplicación de la norma; b) su pertinencia y oportunidad; c) las principales cuestiones que se deben tratar; d) la evaluación con respecto a los Criterios para el establecimiento de las prioridades de los trabajos establecidos en la Sección 2; e) la pertinencia con respecto a los objetivos estratégicos del Codex; f) información sobre la relación entre la propuesta y otros documentos del Codex vigentes, así como otros trabajos en curso iv; g) la determinación de la necesidad y la disponibilidad de asesoramiento científico de expertos; h) la determinación de todo tipo de necesidad de aportaciones técnicas a la norma por parte de organizaciones externas, a fin de poder programar iv Los países podrían solicitar la asistencia de la Secretaría del Codex para proporcionar información sobre otros trabajos en curso del Codex. estas contribuciones; i) el calendario propuesto para la realización de los nuevos trabajos, comprendida la fecha de inicio, la fecha propuesta para la adopción en el trámite 5 y la fecha propuesta para la adopción por parte de la Comisión. Normalmente el plazo de elaboración de una norma no debería superar los cinco años. iv Los países podrían solicitar la asistencia de la Secretaría del Codex para proporcionar información sobre otros trabajos en curso del Codex	Uruguay
Paragraph 12. To improve clarity, it would be helpful to specify the components of project document	Iran
Paragraph 12. Prior to approval for development, each proposal for new work or as appropriate modification (– see when in line with the guidance outlined in Part 7)–7, modification consisting of a new edition of a standard shall be accompanied by a project document, prepared by the Committee or Member proposing new work or modification of a standard detailing:	European Union
Part 7. Guide to the procedure for the modification (corrections, amendments and new editions) of Codex standards and related texts It is suggested that the definitions of section 7 be stated more simply. Using more straightforward language can increase understanding, especially for those who may not be familiar with the terminology. In addition, the inclusion of practical examples for each type of modification (corrections and amendments) makes their application clearer and more understandable	Iran

Paragraph 24. The procedure for modification of Codex standards and related texts is laid down in paragraph 8 of the introduction of Section 2: <u>Procedures for the elaboration of Codex standards and related texts</u> . This guide provides more detailed guidance on the procedure for modifying Codex standards and related texts, which includes are corrections, amendments and new editions. Under paragraph 25 modifications are divided into correction, amendment or new edition only. As such the word 'includes' in the text could create confusion and it should be replaced with 'are'.	Malaysia
Corrección: Hace referencia a errores de forma, tales como faltas de ortografía, negritas o cursivas incorrectas, otro formato incorrecto del texto, una transcripción incorrecta, una nota a pie de página incorrectamente numerada o situada, o errores en la traducción. Todas las correcciones deben ir acompañadas de un <i>corrigendum</i> , en el que se detallen los cambios realizados, <u>que se incluirá en la norma</u> .	Uruguay
Correction: Malaysia has no objections, corrections to Codex text should be made aware to Codex members and observers. Errors in language translation could introduce substantial change to a Codex text. As such it is important to alert members and observers of corrections made, to avoid unintended circumstances.	Malaysia
Correction: Apply <u>Applies</u> to editorial errors including incorrect spelling, incorrect bold or italics, other incorrect formatting of text, an incorrect transcription, an incorrectly numbered or located footnote, or errors in language translation. A corrigendum itemizing the changes made is required for all corrections and <u>shall be</u> included in the standard.	New Zealand
Correction: With regard to the definition of corrections, the MSEU would welcome clarification on what is covered by the terms "incorrect transcription".	European Union
Correction: Adding the phrase " Any modification that applies to " to the beginning of the definition for more clarity and to harmonize with other definitions in this part.	Saudi Arabia
Correction: Adding the phrase " Any modification that applies to " to the beginning of the definition for more clarity and to harmonize with other definitions in this part.	Saudi Arabia
Amendment: Any <u>Applies to any</u> modification that does not impact the scope or application. In particular, amendments address:	New Zealand
<u>inadvertent or editorial technical</u> errors or incorrectly reported numbers;	USA
partial re-writes or partial deletions of sections when there is no new data or information introduced;	Saudi Arabia

Adding the word “rewording” as the following: partial re-writes, rewording, or partial deletions of sections when there is no new data or information introduced;	
explanatory footnotes; Adding the phrase “ Adding or rewriting explanatory footnotes when there is no information introduced” instead of” explanatory footnotes” In order to reach clarity	Saudi Arabia
replacement of content with a reference to another Codex text when there is no new data or information introduced. With regard to the last point of the definition of an amendment, the MSEU would like to receive clarification on whether what is covered corresponds to the replacement of an existing reference to a Codex standard or related text in the initial version of the considered text by another reference or whether it concerns the replacement of content of any kind by a reference to a Codex standard or related text.	European Union
An explanation of the changes made to the text is required for all amendments and included in the standard. Malaysia can agree to the approach of middle category of change i.e. amendment and the current draft description where change has been made to remove the word ‘but are not limited to’ from earlier version.	Malaysia
An explanation of the changes made to the text is required for all amendments and <u>shall be</u> included in the standard.	New Zealand
New edition: Any <u>Applies to any</u> modification, regardless of the length, not covered by a correction or amendment, including:	New Zealand
New edition: Malaysia has no objection. We note with the new categorisation, many of Codex Committee’s work would fall under new edition and some Codex standards could have new edition on yearly basis.	Malaysia
A justification for the new edition is required for all new editions and included in the standard. Malaysia has no objection. We note with the new categorisation, many of Codex Committee’s work would fall under new edition and some Codex standards could have new edition on yearly basis.	Malaysia
A justification for the new edition is required for all new editions and <u>shall be</u> included in the standard.	New Zealand
Paragraph 26. Malaysia is of the view that Members and the corresponding Codex Committees should also be made known of the corrections made to a standard through appropriate mechanism e.g. information paper for the Commission.	Malaysia

Paragraph 26. The Commission has the final authority to determine whether a proposed modification constitutes <u>a correction, an amendment or a new edition</u>. Corrections, as described in paragraph 25 will 25, can be <u>proposed by the responsibility of the Codex Secretariat</u>Secretariat to the Commission for adoption, where the subsidiary body concerned is active, is not in existence or has been adjourned sine die. The 2nd sentence of paragraph 26 may be inconsistent with paragraph 8, which indicates that the Commission itself will keep under review the modification. Even if the corrections are minor, as described in paragraph 25, the proposals should be submitted to the Commission under the responsibility of the Codex Secretariat for adoption. This is also an opportunity to inform Members and Observers that corrections will be made to some Codex texts.	Japan
Paragraph 26. The MSEU can support the principle of not reporting to the Commission editorial corrections made by the Codex secretariat. However, we would also be in favour of finding a way of informing Members of corrections made by the Codex secretariat as they occur. A dedicated page on the Codex website could be created for this purpose.	European Union
Paragraph 27. When the Commission has decided to amend or develop a new edition of a Codex standard or related texttext or <u>develop a new edition</u>, the existing text will remain the applicable Codex text until the amendment or the new edition has been adopted by the Commission.	European Union
Paragraph 28. Malaysia notes from CCGP33 report that a project document would not always be required for amendments or new edition proposals. In this case, further clarification would be beneficial.	Malaysia
Paragraph 28. Proposals for amendments or new editions of Codex standards and related texts should be submitted to the Commission by the subsidiary body concerned. Where the subsidiary body concerned is not in existence or has been adjourned <i>sine die</i>, the proposal for an amendment or new edition should be submitted to the Commission by the Secretariat or a Member of the Commission. In the latter case, proposals should be received by the Secretariat in good time (not less than three months) before the session of the Commission at which they are to be considered. The proposal proposal, as appropriate, should be accompanied by a project document (see Part 2 of the elaboration procedures) unless the Executive Committee or the Commission decides otherwise<u>procedures</u>. As discussed extensively at CCGP33, the meaning of the last sentence is unclear and it may be interpreted to mean that a project document was required for any modification. To be consistent with current practices and the 1st sentence of paragraph 12, we suggest that this sentence should be replaced with "The proposal, as appropriate, should be accompanied by a project document."	Japan
Paragraph 28. The United States would like clarity on what would be the possible conditions for "deciding otherwise."	USA
Paragraph 28. Proposals for amendments or new editions of Codex standards and related texts should be submitted to the Commission by the subsidiary body concerned. <u>Proposals for amendments should not be accompanied by a project document (see Part 2: Critical review) unless the Commission decides otherwise. Proposals for new editions should be accompanied by a project document unless the Commission decides otherwise.</u> Where the subsidiary body concerned is not in existence or has been abolished, dissolved or adjourned sine die, the proposal proposals for an amendment amendments or new edition editions should be submitted to the	European Union

Commission by the Codex Secretariat or a Member of the Commission. In the latter case, Such proposals should be received by the Secretariat prepared and made available in good time (not less than three months) before the session of the Commission at which they are to be considered. (from para 30 revised) The proposal Codex Secretariat should be accompanied keep under review all Codex standards and related texts elaborated by abolished, dissolved or adjourned sine die subsidiary bodies. If the need for an amendment is identified, in particular those arising from decisions of the Commission, the Codex secretariat should prepare a project-working document (see Part 2 containing the reasons for proposing an amendment and the wording of such amendment as appropriate, and request comments from Members of the elaboration procedures) unless Commission: a) on the Executive Committee or need to proceed with such an amendment and b) on the proposed amendment itself. The replies received from Members should be submitted for consideration to the Commission decides otherwise along with the proposed amendment. There were extensive discussions during CCGP33 on whether a project document would always be needed for an amendment or for a new edition of a Codex standard. In the new wording of paragraphs 28 and 29, no clear distinction is made regarding the procedure applicable to amendments and new editions in this matter. This could call into question the relevance of developing these two distinct categories of modification. We consider it is necessary to accentuate the difference between the two, especially given the lesser scope of amendments compared to new editions. We propose that project documents be only needed for new editions and not for amendments unless the Commission decides otherwise (see revisions in the annexe below). We also consider that the implication of the Executive Committee in that matter, through the critical review process, is to advise the Commission, which shall take the final decision. It is therefore proposed to suppress the mention of the Executive Committee in that paragraph.	
Paragraph 29. Taking into account the outcome of the ongoing critical review conducted by the Executive Committee, the Commission decides whether the proposed amendment or new edition of a standard is necessary. If the Commission decides in the affirmative, <u>the Commission will take</u> one of the following courses of action will be taken<u>action</u>: We suggest adding some text to clarify that the Commission has the final authority for modifications and to ensure consistency with current practices.	Japan
Paragraph 29. Taking into account the outcome of the ongoing critical review conducted by the Executive Committee, the Commission decides whether the a proposed amendment or new edition of a standard is necessary. If the Commission decides in the affirmative, one of the following courses of action will be taken: In the 28th edition, two paragraphs specify the conditions where certain steps of the procedure can be omitted when amending or revising Codex standards: - Paragraph 8 (introduction): “[...] the Commission may decide to omit any other step or steps of that procedure where, in its opinion, an amendment proposed by a Codex committee is either of an editorial nature or of a substantive nature but consequential to provisions in similar standards adopted by the Commission at Step 8.” - Paragraph 31: Editorial amendments: can be adopted at Step 8 Amendment agreed by a committee: can be adopted at Step 5 Other cases: approved as new work, step process to be followed.	European Union

Against this background, we understand that new editions, which mainly correspond to “revisions” in the current edition of the PM, are not primarily intended to benefit from omission of steps. Proposals are made in that sense in the Annex. The possibility to reconvene committees that have been adjourned sine die to undertake new work should also be stated more explicitly. The use of modern tools/virtual meetings facilitates such reactivation.	
a) Cuando se trate de una modificación (enmienda o nueva edición) aceptada por un órgano auxiliar y propuesta a la Comisión, la Comisión podrá también discrecionalmente también adoptar la modificación en el trámite 8-5 o 5/8 del procedimiento uniforme (véase la Parte 3 del procedimiento de elaboración). Es preferible mantener la misma forma de expresión de los pasos del procedimiento de elaboración de normas que figuran en los proyectos de normas que provienen de los comités. En los informes de los comités, se puede sugerir a la Comisión la aprobación en trámite 5 o en trámite 5/8, dándole libertad de elección. Si un proyecto de norma ingresara en trámite 8 a la Comisión, en caso de no aprobación, no queda claro en que trámite quedaría la norma. Por otra parte, el impacto de las modificaciones en las normas puede ser muy variable, ya que si bien las enmiendas tendrían un alcance más limitado, las nuevas ediciones podrían tener cambios muy grandes respecto a la versión anterior de la norma y requerirían mantener las dos opciones de aprobación.	Uruguay
a) In the case of a modification (amendment or new edition) agreed upon by a subsidiary body, and proposed <u>proposed</u> to the Commission, it will also be open to the Commission to adopt the modification at Step 8 of the uniform procedure (see Part 3 of the elaboration procedures). Further guidance or examples of amendment or new edition for which the Commission may consider adoption at Step 8 might be helpful for Members to better understand the condition applicable for paragraph 29(a).	Malaysia
a) In the case of a modification (amendment or new edition) agreed upon by a subsidiary body, and proposed to the Commission <u>an amendment or new edition agreed upon by a subsidiary body, and proposed to the Commission</u> for adoption, it will also be open to the Commission to may adopt the modification at Step 8 <u>with omission of any other steps</u> of the uniform procedure (see Part 3 of the elaboration procedures).	Japan
a) In the case of a modification (amendment or new edition) agreed upon by a subsidiary body, and proposed to the Commission, an amendment <u>an amendment</u> it will also be open to the Commission to adopt the modification <u>amendment</u> at Step 8 of the uniform procedure (see Part 3 of the elaboration procedures).	European Union
b) In other cases, the Commission will approve the proposal as new work <u>at Step 1 of the uniform procedure (see Part 3 of the elaboration procedures)</u> and the approved new work will be referred for consideration to the appropriate subsidiary body, if such body is still in existence. If such body is not in existence, the Commission will determine how best to deal with the new work.	Japan
b) In other cases, the Commission will approve the proposal as new work and the approved new work will be referred for consideration to the appropriate subsidiary body, if such body is still in existence. If such body is not in existence, the Commission will determine how best to deal with the new work. The United States would like to have examples of options, which could include: find another committee that could handle the work, new work could be submitted to the CAC, work by correspondence, or set up a task force.	USA

b) In other casesthe case of <u>a new edition</u>, the Commission will approve the proposal as new work and the approved new work will be referred for consideration to the appropriate subsidiary body, if such body is still in existence<u>including by reconvening committees that are have been adjourned sine die</u>. If such body is not in existence<u>abolished</u>, the Commission will determine how best to deal with the new work.	European Union
Paragraph 30. Where Codex subsidiary bodies have been abolished, dissolved, or adjourned sine die, the Secretariat keeps under review all Codex standards and related texts elaborated by these bodies and determines the need for any corrections, amendments or new editions, in particular those arising from decisions of the Commission.	European Union
Paragraph 30. Regarding the management of Codex standards developed by inactive committees a better distinction between amendments and new editions should be made. Paragraph 32 in the current 28th edition of the PM deals with amendments of substantive nature, which mainly correspond to regular amendments (i.e. not corrections or new editions) in the new terminology. For new editions, we believe that the responsibility of their development primarily lies with Members. A project document should be required and the proposal should follow the step process. This does not prevent the Codex Secretariat to bring to the attention of Members the need to issue new editions of standards developed by inactive committees. A simplified redaction of this paragraph is proposed. The responsibility of corrections is already covered in paragraph 26 and does not need to be restated. It is also suggested to move this paragraph up before paragraph 29 so as to better reflect the chronological order of the steps involved.	European Union
If the need for corrections is identified, then the Secretariat make<u>can propose</u> esthe<u>the</u> corrections to the Commission for adoption. the corrections. To be consistent with the paragraph 26.	Japan
If the need for corrections is identified, then the Secretariat makes the corrections.	European Union
If the need for a modification (amendment amendment or new edition)<u>modification</u> is identified, the Codex Secretariat, in cooperation with the host secretariat of the adjourned committee if applicable, should prepare a working paper containing the reasons for proposing a modification and the wording of such modifications as appropriate, and request comments from Members of the Commission: a) on the need to proceed with such a modification and b) on the proposed modification itself. Para 30 - Sometimes corrections, amendments and new editions are mentioned as is, on the other part were referred to as modification (corrections, amendments and new editions). Proposed to be consistent on the terms used, modification could be used when all 3 categories applied, otherwise the specific category could be used.	Malaysia
If the need for a modification (amendment amendment or new edition)<u>modification</u> is identified, the Codex Secretariat, in cooperation with the host secretariat of the adjourned committee if applicable, should prepare a working paper containing the reasons for proposing a modification and the wording of such modifications as appropriate, and request comments from Members of the Commission: a) on the need to proceed with such a modification and b) on the proposed modification itself.	Japan

If the need for a modification (amendment or new edition) is identified, the Codex Secretariat, in cooperation with the host secretariat of the adjourned committee if applicable, should prepare a working paper containing the reasons for proposing a modification and the wording of such modifications as appropriate, and request comments from Members of the Commission: a) on the need to proceed with such a modification and b) on the proposed modification itself.	European Union
If the majority of the replies received from Members of the Commission is affirmative on both the need to modify the standard, and the suitability of the proposed wording for the modification or an alternative proposed wording, the proposal should be submitted to the Commission for consideration and adoption.	European Union
In cases where replies do not appear to offer an uncontroversial solution then the Commission should be informed accordingly, and it would be for the Commission to determine how best to proceed.	European Union